Â

Souvent les altermondialistes mettent en avant le dÃ©veloppement de la sous-traitance et des zones franches Ã©conomiques (ZFE) comme le tÃ©moin de l'exploitation de la femme par le systÃ¨me capitaliste vÃ©hiculÃ© par la mondialisation.

Ils vont plus loin dans leur raisonnement en soutenant que le dÃ©veloppement de ce modÃ¨le Ã©conomique a fini par jeter une majoritÃ© des femmes dans la pauvretÃ©.

A entendre ce raisonnement l'on croirait qu'auparavant les femmes Ã©taient riches et que suite Ã la mondialisation elles se sont appauvries.

Or, l'on sait que la condition de la femme avant l'essor de la mondialisation a Ã©tÃ© pire qu'aujourd'hui, et que grÃ¢ce aux opportunitÃ©s d'emploi offertes par l'extension des marchÃ©s, permise par la mondialisation, le taux d'activitÃ© des femmes s'est amÃ©liorÃ© mÃªme si la situation reste perfectible (par exemple, leur taux d'activitÃ© est passÃ© de 53,5 Ã 53,9% entre 1993 et 2003).

L'accÃ¨s Ã davantage d'emplois, mÃªme s'ils sont informels ou prÃ©caires, a donnÃ© aux femmes la possibilitÃ© de gÃ©nÃ©rer un revenu propre, ce qui a permis d'accroitre leur autonomie et amÃ©liorer leur niveau de vie.

Par ailleurs, la mondialisation a rÃ©duit la pauvretÃ© contrairement Ã ce que soutiennent les altermondialistes : en Inde par exemple, le taux de pauvretÃ© est passÃ© de 51% en 1977 Ã 26% en 1999-2000 (Bhagwati, 2010).

Enfin, quand les altermondialistes soutiennent que la mondialisation a creusÃ© les inÃ©galitÃ©s entre les hommes et les femmes, il faut leur demander par rapport Ã quel point

de rÃ©fÃ©rence ils font la comparaison.

Car s'ils comparent avec une situation oÃ¹ les femmes travaillaient gratuitement, il devient Ã©vident que la mondialisation a permis de rÃ©duire le fossÃ© bÃ©ant entre la rÃ©munÃ©ration versÃ©e Ã qualifications Ã©gales aux hommes et aux femmes.

Par ailleurs, si les entreprises se faisant concurrence au niveau mondial remplacent de plus en plus de main-d'oeuvre masculine par de la main-d'oeuvre fÃ©minine moins onÃ©reuse, cela a pour effet d'augmenter peu Ã peu les salaires des femmes.

Donc, la question pertinente Ã poser n'est pas de savoir si les femmes sont victimes ou non de la mondialisation, mais pourquoi elle ne leur profite pas davantage ?

La rÃ©ponse rÃ©side dans la persistance du systÃ¨me patriarcal, d'une part, et la faiblesse de l'Ã©tat de droit, d'autre part. En effet, la nature prÃ©caire et informelle du travail des femmes s'explique par le systÃ¨me patriarcal vÃ©hiculant une division sexuelle du travail reposant sur deux principes : le principe de sÃ©paration et le principe de hiÃ©rarchie.

Le premier assigne prioritairement les hommes Ã la sphÃ¨re productive et les femmes Ã la sphÃ¨re reproductive. Selon le second, un travail d'homme vaut plus qu'un travail de femme.

Par consÃ©quent, on comprend mieux pourquoi malgrÃ© l'existence d'opportunitÃ©s d'emploi, les femmes s'en trouvent exclues ou rÃ©duites Ã des emplois prÃ©caires ou marginaux.

Toujours du fait de ce systÃ¨me patriarcal, les femmes continuent dans certains pays, d'avoir un statut de mineures de par les lois nationales ou les codes religieux, au sein de leur famille et dans la sphÃ¨re publique, ce qui les exclut de la transmission de richesses via l'hÃ©ritage, notamment au Moyen Orient et dans les pays musulmans. Cela les empÃªche quelquefois de travailler ou d'avoir accÃ¨s Ã la propriÃ©tÃ©, aux crÃ©dits ou Ã la terre (les femmes perÃ§oivent 10 % de la masse salariale mondiale et possÃ¨dent 1 % de la richesse de tous les pays).

La discrimination envers les femmes s'explique en amont par le dÃ©ni de leur droit Ã l'Ã©ducation (70% des analphabÃ¨tes sont des femmes), ce qui les handicape dans leur accÃ¨s aux opportunitÃ©s d'emploi.

Par ailleurs, les stÃ©rÃ©otypes sexistes issus du patriarcat les confinent dans des filiÃ¨res dites fÃ©minines, tournÃ©es vers les services, peu qualifiantes et peu rÃ©munÃ©rÃ©es.

Par consÃ©quent, l'existence de l'exploitation et la discrimination des femmes est bien antÃ©rieure non seulement Ã la mondialisation, mais Ã©galement au capitalisme si l'on en juge par l'antÃ©rioritÃ© du patriarcat.

A travers le monde, les femmes comptent pour 49,6% de la population, mais seulement 40,8% des actifs employÃ©s dans le secteur formel (Banque Mondiale, 2012).

Cette faible participation des femmes n'est pas la consÃ©quence de la mondialisation, qui a accru le taux d'activitÃ© des femmes, mais bel et bien des inÃ©galitÃ©s des hommes et des femmes devant le droit.

En tÃ©moigne que les Ã©conomies les plus compÃ©titives Ã l'Ã©chelle mondiale, celles qui profitent le plus de la mondialisation, sont aussi celles ou l'Ã©cart d'opportunitÃ© entre hommes et femmes est le moindre.

Selon le rapport de la BM Â« Women, Business and the Law 2012: Removing Barriers to Economic Inclusion Â», seulement 20 des 128 Ã©conomies Ã©tudiÃ©es ont les mÃªmes droits juridiques pour les hommes et les femmes dans plusieurs domaines importants pour les entrepreneurs et les travailleurs

Comment espÃ©rer que la mondialisation profite aux femmes alors que dans un certain nombre de pays africains, comme le Rwanda, le Cameroun et le Togo, les hommes ont le droit lÃ©gal d'interdire Ã leurs Ã©pouses de travailler ? L'accÃ¨s inÃ©gal des femmes Ã la

propriÃ©tÃ©, au crÃ©dit, les pousse forcÃ©ment vers le travail informel.

Donc le problÃ¨me n'est pas la mondialisation, mais l'hostilitÃ© de l'environnement juridique des affaires aux femmes, l'existence de rÃ©gimes corrompus, de bureaucraties, de l'absence d'Ã©tat de droit qui favorisent les monopoles, les privilÃ¨ges rend l'investissement pour les femmes trÃ¨s couteux : elles se trouvent donc exclues des opportunitÃ©s d'investissement offertes par la mondialisation.

Somme toute l'on s'aperÃ§oit bien que poser les femmes comme victimes la mondialisation est un faux problÃ¨me. Le vÃ©ritable enjeu est institutionnel dans le sens oÃ¹ persistent des institutions formelles et informelles qui consolident la marginalisation et la discrimination des femmes.

Celles-ci ne pourraient jamais profiter des opportunitÃ©s offertes par la mondialisation tant qu'il n'y a pas une rÃ©forme institutionnelle radicale favorable Ã l'accÃ¨s de la femme au triptyque : Ã©ducation, travail et propriÃ©tÃ©.

Par Hicham El Moussaoui